

4. Quels organismes ont participé au «Congrès des pauvres»?

5. Dans chacun des cas, combien y a-t-il de membres autorisés?

6. a) Qui était le président du Congrès, b) a-t-il été nommé ou élu et dans l'un ou l'autre cas, par qui? (Document parlementaire n° 283-2/688).

N° 726—M. Valade

1. La Corporation de disposition des biens de la Couronne a-t-elle liquidé tous les bâtiments de la Couronne situés au nouveau site de l'aéroport international de Sainte-Scholastique selon l'appel d'offre d'achat du 28 octobre 1970, correspondant au dossier L.B. 25224 et, dans l'affirmative, à quelles conditions?

2. Quels sont les noms et adresses des acheteurs?

3. Quelles sont les sommes versées par chacun des acheteurs?

4. La Corporation a-t-elle entretenu des ententes spéciales avec l'un quelconque des acheteurs? (Document parlementaire n° 283-2/726).

N° 890—M. Robinson

Combien le Canada a-t-il dépensé annuellement pour appuyer les Nations Unies depuis la fondation de cet organisme? (Document parlementaire n° 283-2/890).

N° 1004—M. Thomson (Battleford-Kindersley)

1. Quels sont les noms et adresses de toutes les personnes employées en Saskatchewan en vertu de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies?

2. En 1970, quelle somme a-t-on versée à chacun, a) en traitement, b) pour les dépenses? (Document parlementaire n° 283-2/1004).

M. Béchard, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre copie de toutes les recommandations transmises au gouvernement du Canada concernant le Livre blanc sur l'assurance-chômage.—(Avis de motion portant production de documents n° 43—M. Broadbent).

L'avis de motion portant production de documents n° 66, ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport d'expertise de *Peat, Marwick, Livingstone and Company*, de Boston aux États-Unis, rédigé pour le ministère de la Production de défense et relatif à la mise au point d'un programme d'amélioration efficace pour la gestion de projets, rapport cité en réponse à la question n° 1323 de la première session de ce Parlement,

est appelé et, à la demande de l'honorable président du Conseil privé (M. MacEachen), est reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 67, ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport d'expertise rédigé par la société *Peat, Marwick, Livingstone and Company*, de Boston (États-Unis) en 1965 pour le ministère de la Production de défense et concernant la mise au point d'un système de gestion efficace pour l'acquisition de matériel, rapport cité en réponse à la question n° 1323 de la première session de ce Parlement,

est appelé et, à la demande de l'honorable président du Conseil privé (M. MacEachen), est reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 68, ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie du rapport d'expertise rédigé par *Peat, Marwick, Livingstone and Company*, de Boston aux États-Unis, pour le ministère de la Production de défense et concernant la mise au point d'un système de planification, budgétisation et programmation des directions, rapport cité dans la réponse à la question n° 1323 de la première session de ce Parlement,

est appelé et, à la demande de l'honorable président du Conseil privé (M. MacEachen), est reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

Il est résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan au sujet de la caisse de prêt accessible aux provinces annoncée par le ministre des Finances dans son discours sur le budget le 3 décembre 1970.—(Avis de motion portant production de documents n° 197—M. Burton).

Il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre copie des documents suivants ayant trait au décret du conseil 1971-303, daté du 16 février 1971, a) un programme d'expansion économique et d'adaptation sociale, mentionné dans le décret du conseil, b) une carte indiquant la superficie comprise dans la région spéciale établie aux termes dudit décret du conseil.—(Avis de motion portant production de documents n° 202—M. Burton).

Du consentement unanime, il est ordonné,—Que, dans la période des subsides se terminant le 30 juin 1971, trois motions de défiance de l'opposition puissent être proposées plutôt que les deux motions de ce genre prévues au paragraphe (9) de l'article 58 du Règlement.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Goyer, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-192, Loi concernant les jeunes délinquants et abrogeant l'an-